

L'Allemagne est-elle un modèle ? Celui qu'on devrait suivre à l'avenir. Il faudrait ajouter : celui qu'on aurait dû suivre depuis des lustres ! *On*, ce sont les Européens. Ceux-là, en tout cas qui sont plongés dans des programmes d'austérité ou qui voudraient y plonger. Tout ceux-là, qui font tout ce qu'ils peuvent pour faire croire qu'ils se sont assagis, qu'ils ne dépensent pas plus que ce qu'ils encaissent et qu'ils ont cessé de battre monnaie ou de monétiser la dette publique.

Tant de gens abondent en commentaires extatiques sur l'Allemagne, ses vertus, son goût du travail et ses miracles économiques ! Ce concert ne peut être que le produit d'une pensée solidement carrée sur quelques grands principes. Il repose sur des succès et pas seulement des miracles. Peut-on douter dans ces conditions ? Peut-on aller à l'encontre de la foule des admirateurs de l'Allemagne et proclamer que le modèle n'est pas si pur et qu'on y a découvert des fissures, voire des manques ? Réponse : ce n'est pas facile ! J'écris depuis près de trois ans sur ce thème et je n'ai pas manqué une seule fois de me faire taxer d'esprit étroit, revanchard et franchouillard !

Le modèle Allemand n'est pas une nouveauté pour les Français. On dira même que c'est une monomanie de nos concitoyens que de chercher sans cesse un modèle à l'étranger plutôt que de suivre un modèle français. Le dernier must, c'est le modèle allemand. Il n'est pas un journal, une revue ou un livre qui ne pointe tous les défauts supposés de la France et tous les mérites (rêvés ?) de l'Allemagne. Lorsque cette dernière, par la voix de sa Chancelière mythique, énonce qu'il faut s'en tenir à des règles

simples, des règles en or, le chœur des commentateurs, y compris de gauche, opine, approuve et soutient.

Le modèle allemand est donc *la voie, le Modèle*. Puisque les Allemands ont su le mettre en œuvre et puisque la population allemande a accepté ses contraintes, ne faut-il pas le suivre ce *Modèle* ? La plupart des autres pays se montrent incapables de faire *comme les Allemands* ? Le plus simple ne serait-il pas de confier le sort de l'Europe aux gens qui ont eu le courage de réformer et de tout changer : les Allemands. L'imperium allemand sur l'Europe, via l'économie, les soldes commerciaux, le faible chômage et l'équilibre budgétaire ne conduit-il pas naturellement vers une gouvernance allemande de l'Europe ? Et pourquoi pas un gouvernement ?

Malheureusement, si le présent milite en faveur de l'exemplarité allemande, le passé montre que l'Allemagne n'a jamais été un projet politique solide. Il montre aussi que l'Allemagne *per se* n'a rien apporté à la vie politique ni à l'idée qu'on doit se faire de l'homme en société. La raison est simple : l'Allemagne, en tant que société politique, n'a émergé que très récemment sous la forme d'un empire autiste, nationaliste et dangereux. Le seul imperium qui eût pu être référencé comme « modèle » à une *gouvernance européenne* nouvelle est celui du *vieil empire*, le Saint Empire, qui ne comportait dans sa population qu'une minorité d'Allemands et qui, d'ailleurs, ne se référait en aucune façon à l'Allemagne !

Pas de légitimité à diriger l'Empire européen parce que l'histoire ne donne à l'Allemagne, à aucun moment, un certificat de bonne gouvernance multinationale ? Dans ce cas, ne peut-on pas tirer du *Modèle* et de ses réussites contemporaines la raison d'une gouvernance allemande de l'Union Européenne ? La réponse est négative. Le modèle comporte de nombreuses fissures, des manques et des faux semblants. Aux dires des mauvais esprits, le *Modèle* allemand serait comme le *fair-play* anglais, un article d'exportation !

L'Allemagne a vraiment opéré un redressement exceptionnel partant de la situation de l'absolu vaincu pour, aujourd'hui, faire partie des cinq premières nations les plus riches du monde. On entend sans cesse évoquer le *miracle* de ce redressement. Discipline, effort, rigueur seraient les mots d'ordre qui ont conduit à un développement vertueux. C'est ce que veulent faire croire les Allemands et leurs supporters. Et pourtant, ce n'est pas loin d'un acte de propagande.

Les résultats économiques de l'Allemagne n'appartiennent pas uniquement à ses forces mais aussi, et beaucoup, à ses voisins, volontairement ou, c'est le comble, involontairement. L'Allemagne n'a pas hésité à faire passer pour des vertus universelles de petites combines égoïstes. Elle a su tricher quand il le fallait, elle a su s'asseoir sur les grands principes de l'Europe unie quand ça l'arrangeait. Elle a su utiliser, sans gêne ni pudeur, les contributions, les appuis et les soutiens de ses voisins, puis, par la suite, tout aussi ingénument, refuser les siens au nom de principes *essentiels et intangibles*.

L'Allemagne surjoue ses mérites. Elle tire parti d'une situation saine et riche. Or, elle est sur le fil du rasoir. L'effondrement démographique qui menace s'est tout d'abord présenté comme un avantage considérable. Pas d'enfants signifie beaucoup moins de dépenses directes (santé, écoles, maternités, etc.) et indirectes (logement, emploi). L'Allemagne est devenue une société de rentier. Le vrai problème est qu'elle continue à faire croire que les équilibres qu'elle a maintenu sont le fait de son courage et de son opiniâtreté quand ils sont de plus en plus caricaturalement la manifestation de son déclin et des économies considérables qui en résultent sur tous les plans de l'investissement et de la dépense publique. Le déclin de l'Allemagne commence à coûter très cher à ses voisins.

Le modèle allemand est imaginaire. Dans trente ans, l'Allemagne ne sera plus la première puissance économique européenne. Les Allemands eux-mêmes commencent à se demander si elle

existera encore. Beau modèle que celui que les germanolâtres mettent en avant au nom de sa réussite, qu'ils veulent imposer *impérialement* à l'Europe et qui conduit un des pays les plus riches du monde vers un avenir en forme de grosse Suisse... en un peu plus âgée.